



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16599
4 juin 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Lettre datée du 4 juin 1984, adressée au Président du Conseil
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué, daté du 2 juin 1984, du Conseil du gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua, que je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Julio ICAZA GALLARD

Annexe

Communiqué du Conseil du gouvernement de reconstruction nationale
de la République du Nicaragua, daté du 2 juin 1984

Le Gouvernement nicaraguayen fait savoir à l'héroïque peuple sandiniste et à la communauté internationale que, malgré les actes d'agression, les pertes en vies humaines et les destructions dont notre peuple a souffert du fait de la guerre non déclarée que le Gouvernement des Etats-Unis mène depuis près de quatre ans contre notre pays, il a accompli de multiples démarches pacifiques et qu'il entend les poursuivre jusqu'à ce qu'il parvienne à assurer de façon permanente la sécurité de notre peuple, cette sécurité étant une condition indispensable pour que nous puissions consacrer tous nos efforts à l'oeuvre de reconstruction nationale.

C'est donc dans cet esprit que notre gouvernement, en dépit de la recrudescence des actes d'agression, a accueilli aujourd'hui le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Georges Shultz, qui, en sa qualité de représentant du président Ronald Reagan, a rencontré le Coordonnateur du Conseil du gouvernement de reconstruction nationale et Commandant de la révolution, Daniel Ortega Saavedra, à l'aéroport international "Augusto César Sandino", manifestant ainsi l'intarrissable désir de paix du Nicaragua. Au cours de ces entretiens, qui se sont déroulés dans un climat de respect et de franchise, le commandant Ortega a exposé ce qui suit :

Le Nicaragua est toujours disposé à entamer, dans un esprit de respect mutuel, des négociations sérieuses et exhaustives avec le Gouvernement des Etats-Unis, en vue de parvenir à une normalisation des relations entre les deux pays.

Le commandant Ortega a affirmé l'importance des principes et normes du droit international qui sont consacrés dans la Charte des Nations Unies, à savoir, notamment, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le respect de l'autodétermination et le non-recours à la force ou à la menace de la force, et dont le respect est indispensable à la paix et la coexistence entre les Etats.

C'est dans le cadre de ces principes que devra s'inscrire le processus des négociations visant à normaliser les relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua.

Le commandant Ortega a rappelé que le 15 octobre 1983, le Nicaragua a officiellement présenté au Gouvernement des Etats-Unis des propositions de règlement politique sérieuses et détaillées, auxquelles notre gouvernement attend encore une réponse.

De même, le commandant Ortega a insisté sur le fait que le Nicaragua était disposé à discuter des préoccupations des Etats-Unis en matière de sécurité ainsi que des problèmes de sécurité du Nicaragua, en vue de parvenir à un règlement durable des problèmes dans le cadre d'accords officiels.

Le commandant Ortega a aussi souligné que l'expression verbale d'une volonté de négocier doit être confirmée par des actions concrètes, qui consisteraient par exemple à mettre fin aux manoeuvres militaires, aux attaques aéronavales et au minage des ports, à l'installation de bases militaires dans la région de l'Amérique centrale ainsi qu'à la guerre occulte qui est menée.

Au cours de la conversation, le commandant Ortega a affirmé, s'agissant de la crise de l'Amérique centrale, qu'il fallait parvenir à un règlement politique négocié du conflit interne qui se déroule dans la République soeur d'El Salvador et qui est aggravé par l'intervention des Etats-Unis dans ce pays.

Le commandant Ortega a rappelé que le Nicaragua ne menaçait et ne menacerait aucun pays de la région, et il a affirmé que son pays était toujours déterminé à conclure des accords sérieux avec tous les Etats de l'Amérique centrale et avec les Etats-Unis eux-mêmes en vue de garantir la paix et la sécurité internationales dans la région.

Le commandant Ortega a souligné que le Gouvernement des Etats-Unis devait manifester un soutien réel et effectif au processus de négociation de Contadora.

Compte tenu des normes et principes du droit international, le Nicaragua a fait clairement savoir que les questions d'ordre interne ou toute autre question relevant de sa souveraineté et de son autodétermination n'étaient pas négociables.

Le Gouvernement nicaraguayen, ayant informé notre peuple et la communauté internationale de cette rencontre, espère que la visite de M. Shultz ouvrira effectivement la voie à l'ouverture d'un processus visant à rechercher des solutions politiques aux problèmes qui pèsent sur les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale.

Le Gouvernement nicaraguayen est donc d'accord pour que les échanges de vues de poursuivent entre les représentants des deux gouvernements et il a désigné à cet effet le camarade Victor Hugo Tinoco, vice-ministre des relations extérieures.

En concluant cet accord, le Nicaragua a insisté sur le fait qu'un pays tiers, agréé par les deux parties, devait assister auxdits entretiens, les modalités de cette participation restant à définir au cours de la première rencontre entre les représentants désignés par les parties.

Enfin, soucieux d'approfondir les termes d'un dialogue franc et constructif, le commandant Ortega a fait savoir à M. Shultz qu'il était disposé à se rendre immédiatement aux Etats-Unis afin de rencontrer le président Reagan.

